

Day, Arthur R., *East Bank/West Bank : Jordan and the Prospects for Peace*. New York, Council on Foreign Relations, 1986, 176 p.

Nelly Najjar

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702361ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702361ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Najjar, N. (1988). Compte rendu de [Day, Arthur R., *East Bank/West Bank : Jordan and the Prospects for Peace*. New York, Council on Foreign Relations, 1986, 176 p.] *Études internationales*, 19(2), 388–391.
<https://doi.org/10.7202/702361ar>

« mollarchie » iranienne saura-t-elle répondre à tous les défis qui se dressent devant elle ?

L'étude de la Turquie souligne l'échec du Kémalisme laïcisant et le retour en force de l'Islam et même de l'arabisme, dans toutes les sphères de la société. Situation paradoxale d'une Turquie, membre de l'Alliance atlantique, candidate à l'entrée dans le marché commun, mais où la force du réveil islamique ainsi que le voisinage et l'influence de l'Iran apparaissent comme une volonté de refus de l'Occident.

En Afrique, un habitant sur deux est musulman; plus de 100 millions de musulmans vivent en Afrique Noire, mais ils doivent y cohabiter avec d'autres religions, essentiellement le christianisme, lui aussi en plein essor et avec les vieux cultes animistes. L'Islam noir est en progression rapide, il a servi de ciment à la résistance noire contre l'oppression coloniale et de force politique et culturelle offrant aux Africains une religion et une culture capable de rivaliser avec l'Occident.

Plusieurs articles sont ensuite consacrés à l'Asie où vivent plus de 600 millions de musulmans. On y trouvera des informations sur l'Afghanistan — quoique l'article sur la guérilla antisoviétique nous soit apparu assez confus, puis sur la très importante minorité musulmane, la plus importante du monde, qui vit en Inde. Force déchue depuis la partition de 1947, l'Islam indien pèse tout de même, en raison de son nombre, d'un certain poids, d'autant plus qu'on assiste à un regain de ferveur et de revendication. Cette poussée de l'Islam peut se donner libre cours au Pakistan, où le régime du général Zia Ulhaq repose sur l'instauration de « l'ordre islamique », par opposition au parti populaire laïcisant d'Ali Bhutto renversé en 1977 puis exécuté. Mais par un ironique paradoxe, le Pakistan de « l'ordre islamique » est aussi celui où l'opposition, s'inspirant à cet égard de la tradition britannique, est dirigée par une femme, Benazir Bhutto, la fille de l'ancien premier ministre. C'est aussi une femme Cheikha Hasina Wajed qui dirige au Bangladesh l'un des partis d'opposition contre le régime militaire du général Ershad. De bonnes pages traitent de

l'Islam soviétique et de ses perspectives d'avenir.

L'ouvrage pose en conclusion le problème des rapports entre l'Islam et l'Occident. Par delà des affrontements faits le plus souvent d'incompréhension et d'ignorance, il laisse entrevoir une évolution vers une nécessaire coexistence dans un monde où, face à la civilisation matérialiste d'un Occident déchristianisé, le regain de vitalité de l'Islam apporterait l'indispensable dimension spirituelle. On trouvera en annexe de bons tableaux récapitulatifs ainsi qu'une bibliographie sommaire et des index.

Khaled BELKHODJA

Département d'histoire-géographie
Université de Moncton, Nouveau-Brunswick

DAY, Arthur R., *East Bank/ West Bank: Jordan and the Prospects for Peace*. New York, Council on Foreign Relations, 1986, 176 p.

La raison d'être de ce livre est clairement énoncée par l'auteur : Washington veut résoudre le conflit du Proche-Orient, or Israël s'oppose à la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Si ces territoires occupés par les Israéliens depuis 1967 sont rendus aux Arabes, la Jordanie sera « impliquée » (p. 4). De plus, le conflit ne peut être résolu sans les Palestiniens. Le gouvernement jordanien ne peut se substituer à eux, mais il peut les pousser (certains d'entre eux ?) à adopter une position acceptable par Israël (p. 4). D'où l'importance de la Jordanie dans la politique américaine au Proche-Orient. C'est donc à partir du dictat israélien, jamais contesté, que s'articulent les différentes questions et réponses de Day. Elles portent sur la « viabilité » actuelle et future du royaume jordanien. Il est clair qu'elles permettent de définir « la politique que Washington doit adopter pour protéger au mieux sa mise en Jordanie et son rôle au Proche-Orient. » (p. 5)

Cette « viabilité » de la Jordanie est examinée sur les plans de la politique intérieure (chap. 2), militaire (chap. 4), économique (chap. 5) et des relations jordano-palestiniennes (chap. 2, 3 et 6).

Après un rappel historique sur la création par la Grande-Bretagne, au lendemain de la Première Guerre mondiale de la Transjordanie, confiée à Abdallah, grand-père de l'actuel souverain, qui annexe en 1950 une partie de la Palestine, la Cisjordanie, provoquant un véritable tollé dans le monde arabe, suivi de son assassinat l'année suivante, et un portrait pour le moins indulgent du souverain actuel (chap. 1), Day passe à la politique intérieure du royaume. Il rapporte la démission en janvier 1985 du ministre de l'Information — en guise de protestation contre les entraves aux libertés publiques —, l'absence d'élections législatives depuis 1974 et le désir généralisé de démocratisation face au style de gouvernement paternaliste du roi, mais n'y voit pas de facteur déstabilisant pour la monarchie (chap. 2).

Se tournant vers l'armée, il constate que sa composante palestinienne est passée de 40 à 15 % dans les années 70 pour revenir à l'heure actuelle à près de 30 %, les postes importants restant réservés aux tribus bédouines (pp. 79-81). Elle est équipée et entraînée par les États-Unis, ce qui lui confère la « crédibilité » dont elle a besoin, n'étant pas assez forte pour défendre le pays (p. 88). L'auteur évoque le veto opposé à plusieurs reprises par le Congrès américain à la vente d'armes à la Jordanie à la suite de pressions israéliennes (p. 89) et la tentation qui en a découlé pour Hussein de se tourner vers l'Union soviétique (p. 90), mais il estime que les États-Unis sont trop conscients du rôle stratégique de la Jordanie dans l'équation du Proche-Orient pour ne pas continuer à lui accorder leur soutien militaire.

L'aide économique américaine également est indispensable à la « viabilité » du régime. L'économie jordanienne a bénéficié des retombées du boom pétrolier grâce à 1) l'argent envoyé dans le pays par les nombreux Jordaniens travaillant dans le Golfe, 2) l'aide financière accordée par les pays arabes, conformément aux décisions du sommet de Bagdad (1979), pour empêcher Amman de se joindre au processus de paix tel que défini par les accords de Camp David, 3) l'accroissement de la demande du marché irakien, principal client en biens et services venant de Jordanie (pp. 99-100). Elle n'en demeure pas moins

vulnérable. Preuve en est : les effets de la prospérité, qui se sont fait sentir dans de nombreux domaines, entraînant l'apparition d'une nouvelle classe moyenne, commencent à s'atténuer en raison notamment de la baisse des revenus pétroliers et de la guerre Irak/Iran. D'où l'indispensable soutien américain (p. 109).

Passant à l'économie de la Cisjordanie, l'auteur souligne son intégration de plus en plus grande à celle d'Israël. Il y voit deux raisons : « la dynamique naturelle de la situation géographique et politique », ainsi qu'« une volonté israélienne ». Il n'est nulle part question d'une annexion rampante qui se fait par le truchement de la création de colonies de peuplement — malgré l'engagement pris par Israël dans les accords de Camp David de geler la mise en place de ces colonies — et la création d'une infrastructure physique (routes, câbles électriques, puits d'eau et canaux) au service de ces colonies et au détriment des besoins des populations autochtones palestiniennes, non autorisées à développer l'infrastructure nécessaire à leurs besoins, et dont l'économie est totalement étranglée par l'État hébreu. Pour Day le problème n'est ni actuel, ni urgent. Il « pourrait » se poser au cas où la Cisjordanie « change de mains » (p. 115).

Les relations jordano-palestiniennes sont examinées sous l'angle de la cohésion et de l'homogénéisation de la société jordanienne. Day ne voit pas d'autre problème communautaire que celui posé par la présence des Palestiniens. Il constate que ces derniers représentent un peu plus de la moitié de la population et qu'ils ne sont pas des immigrants venus s'installer au pays, comme les autres. Il estime que l'homogénéisation s'est effectuée depuis l'annexion de la Cisjordanie en 1950 jusqu'à la création de l'OLP en 1964, qui ranime « le sentiment d'identité nationale palestinienne ». Ce sentiment est renforcé après la défaite arabe de 1967 et la nouvelle vague d'immigrants palestiniens, puis la mise en place par l'OLP d'une administration autonome en 1969-1970, qui conduit aux combats sanglants de 1970-1971. Day se contente d'affirmer que l'OLP « constituait une menace pour le roi », même si « le Fateh ne prônait pas le renverse-

ment de la monarchie » (p. 32). Il reprend à son compte, en la rappelant, la distinction que font les autorités jordaniennes entre l'OLP et la population palestinienne et soutient que les combats sont menés entre l'armée et les miliciens et non entre Jordaniens et Palestiniens. Il souligne toutefois que ces combats également renforcent le « sentiment de séparation » entre les deux populations (p. 61). Le sommet arabe de Rabat (1974) qui reconnaît l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien entraîne une période de « jordanisation » de la Jordanie, avec une suspension du financement par Amman des institutions cisjordaniennes. Day n'explique pas cette crise, évitant ainsi de souligner la rivalité entre Hussein et les Palestiniens pour la souveraineté sur la Cisjordanie. Mais le sommet arabe de Bagdad (1978) crée une commission mixte jordano-palestinienne pour les Territoires occupés, avec des fonds arabes, dictée par la nécessité d'un rapprochement OLP-Jordanie. Day y trouve des raisons économiques, alors qu'elles sont d'abord politiques. Quant aux relations actuelles entre les deux populations, l'auteur estime que celles-ci conservent le sens d'une identité séparée, mais que les particularismes sont transcendés, en particulier dans les milieux urbains, chez les plus aisés et les jeunes, où les mariages mixtes sont de plus en plus nombreux. C'est surtout dans les camps et chez les Palestiniens venant des régions rurales que « la transition n'est pas facile à assumer » (p. 64). Day écrit : « Je n'ai pas l'impression que les Palestiniens veulent faire de la Jordanie un État palestinien. Au contraire, pour eux, ce serait résoudre le problème d'Israël, non le leur... S'ils ont une position commune concernant la Jordanie c'est que ce n'est pas leurs pays et les plus extrémistes veulent encore moins que les autres y rester. » (p. 73) « S'ils y sont coincés pour de bon, ils accepteraient d'y rester, tout en conservant le régime monarchique » (p. 74).

Abordant la « question palestinienne », l'auteur explique ainsi le dilemme devant lequel se trouve le souverain hachémite qui a peut d'aller à contre-courant du monde arabe. D'une part un succès dans d'éventuelles négociations avec Israël entraînerait nécessairement des concessions et donc des critiques de la

part de ses rivaux, notamment l'Arabie saoudite, et d'autre part, un échec affaiblirait son pouvoir. Day n'envisage évidemment pas que le roi puisse adopter une attitude plus ferme face à la volonté israélo-américaine (p. 129). Il rappelle d'ailleurs qu'il n'a jamais été réjectionniste, mais qu'il ne peut s'engager trop en avant dans des négociations, sans garanties minimales, qu'il ne réclame d'ailleurs plus depuis 1984 (?). S'il insiste pour que l'OLP négocie au nom des Palestiniens, c'est qu'à son avis seuls ces derniers peuvent faire des concessions concernant les Territoires occupés, comme par exemple accepter de ne pas récupérer leur totalité, ou encore le maintien de certaines colonies de peuplement (pp. 132-135). De plus, Hussein n'arrive pas à amener les Cisjordaniens à négocier à la place de l'OLP. Cette dernière constatation n'amène aucune réflexion chez l'auteur (pp. 138-139).

Sur le plan de la politique américaine au Proche-Orient en général, Day souligne le primat de la nécessité d'un règlement du conflit israélo-arabe, en raison de la vulnérabilité politique et économique de la région, de l'ascendant des mouvements islamiques radicaux anti-occidentaux, qu'alimente le sentiment d'échec et de frustration face à l'attitude d'Israël, ainsi que du danger d'une montée de l'influence soviétique. Les États-Unis ont intérêt au maintien de la monarchie jordanienne, écrit encore une fois l'auteur (p. 145), donc à son soutien économique et militaire, d'autant plus que Washington et Amman ont des positions semblables. Ils veulent régler le conflit du Proche-Orient, tout en s'opposant à la création d'un État palestinien. Day ne souligne pas la contradiction entre les déclarations publiques des responsables jordaniens à ce sujet et leur position réelle. Ils sont plus proches du point de vue du parti travailliste israélien que de celui du mouvement national palestinien et des gouvernements arabes qui réclament un État palestinien indépendant. Enfin, les États-Unis s'alignent avec prudence sur la position de Hussein concernant une conférence internationale à laquelle participeraient l'URSS et la Syrie. Le veto américain à la tenue d'une telle conférence, faisant écho au veto israélien, est totalement ignoré par l'auteur, qui, de plus évite d'évoquer le pro-

blème central de la participation des Palestiniens et de leur représentativité à la table des négociations.

Nous l'avons dit, Day ne remet pas en question la logique israélienne, acceptée par Washington et Amman. « Les États-Unis ont probablement raison de tenir l'OLP à distance, écrit-il. Une ouverture américaine entraînerait un renforcement de la centrale palestinienne et de son chef, et nécessiterait leur présence à toute négociation ». Il ne précise pas que cette présence signifierait l'acceptation par Israël d'évacuer les Territoires occupés et la création d'un État palestinien sur ces territoires. « Pousser les choses dans cette direction, alors qu'Israël ne semble en aucun cas prêt à négocier avec l'OLP serait amener le processus de paix à un cul-de-sac..., écrit Day. Il est important de réitérer sa sympathie aux Palestiniens et à leurs droits, tout en étant incapables d'aller avec eux jusqu'au bout du chemin en appuyant leur revendication d'un État indépendant » (pp. 150-151). L'auteur essaye de se rattraper plus loin en ajoutant timidement: « Les prises de position et déclarations publiques américaines devraient, quand cela est possible, aider à rétablir un équilibre qui penche trop en faveur d'Israël... » (p. 151)

Nelly NAJJAR

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

ISMAEL, Tareq Y., *International Relations of the Contemporary Middle East: A Study in World Politics*. Syracuse, N.Y., Syracuse University Press, 1986, 301 p.

L'ouvrage que Tareq Y. Ismael consacre au Moyen-Orient et à sa place dans le monde se veut tout à la fois de réflexion théorique et de relations internationales. La division en deux parties du livre reflète bien cette intention.

Dans une première partie, l'auteur aborde le Moyen-Orient d'un point de vue systémique. Le sous-ensemble politique que constituerait le Moyen-Orient dans le système inter-

national est analysé à travers la littérature académique disponible à ce sujet. On connaît les analyses de Binder, Russet, Cantori et Spiegel sur les systèmes régionaux, et sur les rapports entre les sous-systèmes, moyen-oriental en particulier et le système mondial. En se fondant sur ces analyses, Ismael conclut à l'existence d'un système moyen-oriental, identifiable par les interactions qui lient entre elles ses composantes différenciées et par les rapports entre un noyau central d'États en articulation permanente sur une périphérie d'États que leur poids géo-stratégique ou économique place en orbite autour du noyau systémique.

Une telle analyse, l'auteur s'en est bien rendu compte, se cantonne cependant dans une pure perspective synchronique. Elle ne prend pas en considération la dynamique des relations inter-étatiques qui peuvent amener à l'évolution ou même à l'« éclatement » de ce système dans la mesure de l'affaiblissement du noyau central. De fait, dans un chapitre éclairant, l'auteur se penche sur les multiples transformations qui ont entraîné en quinze ans, de 1970 à 1985, une « fragmentation » du système régional moyen-oriental. La multiplication des conflits (Tchad, Sahara espagnol, guerre civile libanaise, guerre irako-iranienne, les dissensions inter-arabes autour de la question palestinienne) et l'inefficacité des organisations régionales (OUA, Ligue arabe...) ont contribué à la faiblesse du système moyen-oriental. L'auteur en tire très logiquement les conséquences: accentuation de la pénétration et de l'influence externes, réduction de la capacité des États du Moyen-Orient à peser sur les politiques des Puissances, absence de coopération et partant, relâchement des dialogues régionaux « euro-arabes » ou « arabo-africains ».

La deuxième partie du livre, et de loin la plus volumineuse, est consacrée aux politiques de différentes puissances à l'égard du Moyen-Orient. Tour à tour sont analysées dans le cadre de vastes rappels historiques, les politiques de l'Europe occidentale, des États-Unis, de l'Union soviétique, de la Chine, ainsi que les relations du Moyen-Orient et de l'Afrique.